

Crise à l'Est de la RDC : Kabila et Kagame d'accord pour un sommet international

@rib News, 31/10/2008 - Source AFP Les présidents congolais et rwandais ont accepté vendredi, sous la pression internationale, de participer à un sommet sur la crise dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) où une énième flambée de violences a déplacé des dizaines de milliers de personnes. Un chassé-croisé diplomatique s'est déroulé entre Kinshasa, Kigali et Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu, dans l'est de la RDC, avec les visites du commissaire européen à l'Aide humanitaire Louis Michel, de la secrétaire d'Etat adjointe américaine aux Affaires africaines Jendayi Frazer, ainsi que des chefs des diplomaties française et britannique, Bernard Kouchner et David Miliband.

Louis Michel a d'ores et déjà annoncé les premiers résultats de cet intense effort diplomatique, vendredi soir en quittant Kinshasa: les chefs d'Etat de la RDC et du Rwanda, Joseph Kabila et Paul Kagame, ont "marqué" leur "accord" pour participer à Nairobi, sous l'égide de l'ONU, à un sommet pour "mettre fin aux causes qui minent l'est" de l'ex-Zaïre. "J'ai fait la proposition de demander à Ban Ki-moon (secrétaire général de l'ONU) une réunion au plus haut niveau", a déclaré Louis Michel devant la presse avant son départ de Kinshasa. "Le président Kabila a marqué son accord et le président Kagame aussi", a-t-il affirmé, avant d'ajouter: "J'ai perçu sincèrement la volonté de toutes les personnes de faire le choix du dialogue, et leur volonté de mettre fin aux causes qui minent l'Est" de la République démocratique du Congo. L'organisation d'une telle réunion butait jusque-là sur le refus de Paul Kagame, qui affirmait que le conflit était une affaire intérieure congolaise. Après des jours de combats entre armée rwandaise et rebelles, Goma a connu vendredi une accalmie même si la tension persistait avec les hommes du général tutsi congolais Laurent Nkunda à ses portes. Mais des dizaines de milliers de déplacés, chassés de chez eux par les combats, étaient jetés sur les routes et la "situation restait clairement extrêmement dangereuse", selon l'ONU. "Plusieurs camps de personnes déplacées" près de Rutshuru, à 90 km au nord de Goma, "ont été vidés par la force, pillés et brûlés", a déclaré le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), "extrêmement préoccupé" par les sorts de quelque 50.000 habitants de ces sites. Des exactions, selon le HCR, ont été commises "par les troupes rebelles" du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) de Laurent Nkunda. Un autre camp de déplacés, celui de Kibati, à une dizaine de kilomètres de Goma, avait déjà été abandonné par quelque 45.000 personnes lors de l'avancée rebelle. Ces derniers jours à Goma, la plupart des pillages ont été commis par des soldats appartenant aux forces gouvernementales", a de son côté accusé le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Navanethem Pillay, déclarant "des viols et meurtres". Les forces de Nkunda, qui ont mis l'armée en déroute l'armée en début de semaine, ont campé sur leurs positions vendredi à 10 km de Goma, respectant le cessez-le-feu unilatéral qu'elles ont déclaré mercredi. A Goma même, un timide retour à la normale a été constaté vendredi. Des magasins ont rouvert, et des dizaines de personnes, à pied ou en taxi-motos, ont regagné leur maison au nord de Goma, après avoir fui en direction de la ville en début de semaine. Dans les environs de Kibumba, à 30 km de la capitale provinciale, les déplacés de retour ont découvert un spectacle de désolation et la plupart des habitations pillées. Quelque 220.000 personnes ont dû abandonner leur foyer depuis la reprise des combats en août, portant à plus d'un million le total de déplacés dans le Nord-Kivu. Cette nouvelle poussée de violence dans cette région très instable depuis le génocide de 1994 au Rwanda voisin préoccupe la communauté internationale qui s'est activement saisie du dossier. Bernard Kouchner, dont le pays assure la présidence de l'Union européenne (UE), et David Miliband étaient attendus ensemble dans la nuit de vendredi à samedi à Kinshasa et devaient ensuite se rendre à Goma et au Rwanda. "C'est un massacre comme il n'y en a probablement jamais eu en Afrique", a déclaré le ministre français qui faisait apparemment allusion aux violences qui secouent l'est de la RDC depuis plus de 10 ans. A Bruxelles, les pays de l'UE ont privilégié l'option diplomatique, sans décider d'envoyer une force militaire comme l'avait proposé Paris. Même ligne à l'ONU, qui a appelé toutes les parties au dialogue, et à l'Union africaine (UA), qui a souhaité une action internationale "coordonnée". Les autorités congolaises accusent le Rwanda, dont le pouvoir est dominé par la minorité tutsie, de soutenir le CNDP, qui affirme protéger les Tutsis congolais des Kivu. Kigali rejette ces accusations.